

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**Séance du mardi 1^{er} avril 2025

Nombre de membres en exercice :	27
Nombre de présents :	21
Nombre de votants :	27

Date de la convocation : 19 mars 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le premier avril à quatorze heures trente, les membres de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes se sont réunis en session ordinaire dans la salle de conférence de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes, 24 rue Dubois-Meynardie à Marennes-Hiers-Brouage, sous la présidence de Monsieur Patrice BROUHARD.

Présents :

Mme Claude BALLOTEAU (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Catherine BERGEON (Marennes-Hiers-Brouage), M. Alain BOMPARD (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Pierre FROC (Marennes-Hiers-Brouage), M. Richard GUÉRIT (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Mariane LUQUÉ (Marennes-Hiers-Brouage), M. Philippe LUTZ (Marennes-Hiers-Brouage), M. Philippe MOINET (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Marie PETIT (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Michelle PIVETEAU (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Marie BERBUDEAU (Bourcefranc-Le Chapus), M. Jean-Louis BERTHÉ (Bourcefranc-Le Chapus), M. Philippe BIARD (Bourcefranc-Le Chapus), Mme Patricia PARIS (Bourcefranc-Le Chapus), M. Guy PROTEAU (Bourcefranc-Le Chapus), M. Patrice BROUHARD (Le Gua), M. Jean-Lou CHEMIN (Saint-Just-Luzac), Mme Ghislaine LE ROCHELEUIL-BÉGU (Saint-Just-Luzac), M. Jean-Pierre MANCEAU (Saint-Just-Luzac), Mme Ingrid CHEVALIER (Nieulle-sur-Seudre), M. François SERVENT (Nieulle-sur-Seudre).

Absents excusés :

Mme Frédérique LIÈVRE (Marennes-Hiers-Brouage) : pouvoir à Mme Mariane LUQUÉ (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Sabrina HUET (Bourcefranc-Le Chapus) : pouvoir à M. Philippe BIARD (Bourcefranc-Le Chapus), M. Joël CHAGNOLEAU (Le Gua) : pouvoir à Mme Ghislaine LE ROCHELEUIL-BÉGU (Saint-Just-Luzac), M. Stéphane DELAGE (Le Gua) : pouvoir à M. Jean-Lou CHEMIN (Saint-Just-Luzac), Mme Béatrice ORTEGA (Le Gua) : pouvoir à M. Philippe MOINET (Marennes-Hiers-Brouage), M. Joël PAPINEAU (Saint-Sornin) : pouvoir à M. François SERVENT (Nieulle-sur-Seudre).

Secrétaire de séance :

M. François SERVENT (Nieulle-sur-Seudre).

Centre Intercommunal d'Action Sociale - Contribution au titre de l'année 2025*Finances*

Monsieur le Président expose :

Vu le budget primitif, il est proposé au Conseil Communautaire de verser au titre de l'année 2025 une contribution de 970 000 euros (Article 657363 – contribution Centre Intercommunal d'Action Sociale). Compte tenu des versements effectués en janvier 2025 (160 000,00 euros) et avril 2025 (160 000,00 euros) les versements suivants interviendront :

- en Juillet 2025 : 220 000,00 euros,
- en Octobre 2025 : 220 000,00 euros,
- en Décembre 2025 : 210 000,00 euros.

Dans le cadre d'un projet de « pôle de prévention » initié en 2021, le CIAS a bénéficié d'une subvention de 75 000 euros de la part de l'Agence Régionale de Santé (ARS). Or, ce projet n'a pas été réalisé et le CIAS se trouve aujourd'hui dans l'obligation de rembourser cette somme. Compte-tenu des tensions de trésorerie que connaît le CIAS, il est proposé que la Communauté de Communes lui verse une contribution supplémentaire de 75 000€, lui permettant de procéder au remboursement de ladite subvention auprès de l'ARS.

Par ailleurs, dans le cadre de la mise à disposition des services supports de la Communauté de Communes au CIAS, il s'avère que le coût final de ces mises à disposition s'est élevé à 117 418,26€ pour l'année 2024 (au lieu de 110 000€ envisagés initialement). Afin de neutraliser cette écriture, il est proposé de verser au CIAS un complément de 7 418,26€.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Après avoir entendu l'exposé du Président,

DÉCIDE

- de valider le versement d'une contribution de 970 000 euros au titre de l'année 2025 au CIAS du Bassin de Marennes, selon les modalités de versement définies ci-dessus ;
- de verser une contribution supplémentaire de 75 000 euros afin de procéder au remboursement d'une subvention attribuée par l'Agence Régionale de Santé (ARS), dans le cadre d'un projet de « pôle de prévention » initié en 2021 ;
- de verser un complément de 7 418,26 euros afin de neutraliser l'écriture comptable relative à la mise à disposition des services supports ;
- d'inscrire les dépenses au budget général.

ADOpte À L'UNANIMITÉ

Pour : 27

Contre : 0

Abstention : 0

Pour extrait conforme au registre des délibérations

Le Président
Patrice BROUHARD



Le Secrétaire de séance
François SERVENT



La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité.